

Jaune fluo, ça ne flatte pas le teint

CHRONIQUE
BENOÎT MATHIEU

On a longuement hésité à vous parler des gilets jaunes – ce nom, déjà, même «huitres dépressives» eût mieux sonné. Parce que ce mouvement est victime d'un solide délit de sale gueule. On vous résume. Pester contre la hausse du prix des carburants fossiles revient à faire fi du danger climatique qui va finir par nous tomber méchamment sur le coin de la tronche. C'est aller, en somme, à rebours de l'histoire. Et puis, il y a ces dérapages à répétition, pétris de violence et d'insultes racistes, sexistes ou homophobes. Ajoutez à cela que ce mouvement disparate a été squatté et récupéré par une belle brochette politique de bras cassés et de bas-de-plafond. N'en jetez plus. Cela étant, s'arrêter à cela serait sans doute se méprendre, tout en mêlant caricature et mépris. Parce qu'une colère peut en cacher bien d'autres, parfois plus nobles que celle qui est brandie. Celle des fins de mois après. Des inégalités sociales. Ou encore de la responsabilisation (qui a dit culpabilisation?) du citoyen in-

dividuel face à l'urgence environnementale, qui fiche en même temps une paix royale aux plus gros joueurs, et principaux «coupables». Alors on se permettra juste d'ironiser en vitesse. De trouver piquant de compter, parmi les supporters de ce fluorescent accoutrement, bon nombre de ceux qui ne sont pas les plus grands fans des corps intermédiaires osant contester l'action de l'État. Qui sont perpétuellement remontés contre les syndicats et encore plus lorsque ceux-ci manifestent, bloquent les routes et empêchent le bon citoyen d'aller gagner sa croûte – et là, subitement, il n'est plus question de «droit au travail»? Et de contester un des arguments les plus fréquemment entendus. «La voiture, je n'ai pas le choix.» C'est faux, à notre humble avis. «On a toujours le choix», nous glisse, à répétition et à raison, celle qui accompagne nos pas. Car cette dépendance effective à la bagnole est le fruit de choix librement posés, eux. Celui d'habiter ici. De travailler là. De mettre les enfants à l'école là-bas. Et d'avoir des activités de ce côté-là. Voilà pour la responsabilité personnelle. Qui ne doit pas occulter la collective. Celle du politique. Dont la seule réponse audible et acceptable est celle qui per-

mettra à ses administrés de disposer d'alternatives à la voiture.

Oui, la hausse des carburants est inévitable. Et tout prix se doit d'intégrer les externalités négatives, que l'on s'est entêtés à dissimuler ces dernières décennies. De son côté, le politique ne peut plus remettre à demain. La priorité? Construire des pistes cyclables, afin que ceux qui enfourchent un deux-roues ne risquent

plus leur vie en permanence. Poser des rails. Creuser du métro. Prévoir des bandes bus. Offrir des parkings près des gares. Cesser de considérer les sociétés de transport en commun comme des variables d'ajustement budgétaires et de raboter les «petites lignes». Ce qui signifie investir, au lieu de rogner, voire de couper franchement en fanfaronnant comme l'a fait Michel à ses débuts avec la SNCB.

Adapter, aussi, sa vision de l'aménagement du territoire. Qui a jusqu'ici favorisé une sorte d'élongation, de «périphérisation» des villes. Faisant émerger la plaie des gros cubes moches et des centres commerciaux géants à la sortie des agglomérations, étouffant lentement mais sûrement les centres-villes. Donnant sa place centrale à la reine voiture et faisant fermenter la frustration qui explose à présent et se donne en spectacle. Dans de moches gilets jaunes.